

L'élection présidentielle a montré, une fois de plus, la grande division des Français : « **la France écartelée**

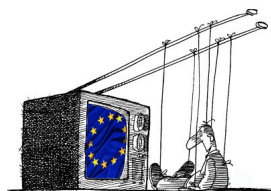
», titrait

Politique Magazine

il y a quelques semaines, et ce titre résume tout, en définitive, d'une situation politique qui n'est jamais rien d'autre que la conséquence d'un système électoral mais plus encore, d'un régime qui livre la « première place », la magistrature suprême de l'État, aux jeux électoraux et de clientèles. Ainsi, à chaque soirée électorale, l'on assiste aux mêmes scènes,

l'allégresse des uns nourrissant le désespoir des autres

, voire la colère. Hier, les libéraux de Droite se trouvaient dans la pire des situations, et il leur fallut boire un breuvage bien amer, avant que la coupe de ciguë du « ralliement » ne vienne achever leurs dernières espérances d'une cohabitation qui, pourtant (si elle a lieu, ce que rien ne laisse présager en ce moment), aggravera plus encore l'affaiblissement d'un État déjà bien amoindri dans son autorité par quelques décennies de renoncement et d'indécision. Mais les antilibéraux de Gauche n'étaient guère à la fête non plus, ayant cru en une élection dont ils condamnaient pourtant le système et la finalité mis en place par le fondateur de la Cinquième République, et se trouvant réduits désormais à ne devoir plus être considérés que comme une force d'appoint pour un candidat qui représente l'exact inverse de ce pour quoi ils se battent depuis tant d'années... On peut comprendre que ce rôle écrit d'avance et imposé par une oligarchie plus européenne que spécifiquement française ne leur convienne pas et qu'ils rechignent, à la suite de leur candidat, à se rallier au « candidat de l'Europe » comme le nomment, pour mieux le louer et le vendre à l'électorat, les grands médias du pays et de l'Occident, de New-York à Bruxelles, de Berlin à Francfort.



Cette élection, quoiqu'il arrive le 7 mai et lors des législatives suivantes, **fera plus de mécontents que d'heureux, et la « démocratie des satisfaits » entraînera plus de frustrations et de colères encore qu'auparavant**

: les réactions au soir du vote du 23 avril le démontrent à l'envi, en particulier si l'on prend le temps d'écouter la parole des cafetiers et de leurs clients, travailleurs du matin, commis voyageurs ou retraités, celle de ce « pays réel » dont certains se moquent ou, même, nient l'existence...

L'élu du 7 mai prochain, quel qu'il soit, ne connaîtra sans doute pas d'état de grâce, et c'est bien **l'instabilité et la colère permanente qui risquent de dominer le prochain quinquennat**, avec une Union européenne qui, déjà, réclame des réformes « adaptées à l'intégration européenne » (selon les termes des membres de la Commission européenne et de la BCE) encore plus libérales, toujours au nom de la réduction des déficits, de cette immense dette publique dont notre pays ne sait comment se débarrasser, faute d'une stratégie économique et sociale de long terme. «

L'Europe intrusive

» ne pense désormais plus que les pays qui la composent, dont de vieilles nations historiques comme la France, puissent s'émanciper, et elle insiste, d'ailleurs, pour que cela ne soit plus possible, y compris à rebours de l'opinion des peuples et de la simple liberté des États pourtant nécessaire à toute harmonie politique et géopolitique. Or, cette forme de

suzeraineté européenne

, qui va à l'encontre des souverainetés, qu'elles soient dites nationales ou populaires, n'est pas satisfaisante ni saine, et elle

est grosse de conflits, sociaux comme politiques, qui pourraient bien même remettre en cause l'Union européenne

, ses pratiques comme ses formes, voire sa « légitimité » (mais existe-t-elle vraiment ?) et son existence. «

Tout empire périra

», nous rappelle l'histoire, et cette construction qui se fait (ou se veut) impériale (M. Dominique

Au-delà de l'élection présidentielle : les lendemains sans joie.

Écrit par Jean-Philippe
Lundi, 24 Avril 2017 11:27

Strauss-Kahn parlait, en 2005, de «

l'empire européen

») risque bien de connaître le sort de ses prédécesseurs, de l'empire romain au COMECON, cette « autre construction européenne » qui a disparu en même temps que l'Union soviétique...



Je ne me satisferai pas du résultat du 7 mai, et je ne peux être satisfait de **cette République** qui , aujourd'hui

comme depuis si longtemps,

sacrifie les intérêts de notre pays et de ses citoyens pour des chimères et des causes qui ne sont pas nôtres ni, même, proprement européennes au sens politique du terme.

L'alternance

qui nous a été tant vantée ces dernières années

n'aura pas lieu

mais sans doute aussi n'était-elle pas l'alternative à cette politique qui ne fonctionne plus depuis des décennies...

Il faudra bien, un jour, repenser la politique et préparer une alternative qui ne soit pas le simple négatif de ce qui est aujourd'hui : en ce sens aussi, **la Monarchie active** pour laquelle je milite me semble **la seule alternative crédible et efficace, pour « le moins mauvais des régimes »**, **alternative royale** à laquelle je travaille avec d'autant plus d'ardeur qu'elle me paraît nécessaire, mais aussi urgente...